



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-84  
Séance du 05 décembre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger CAIZERGUES, maire.

**Présents :** Mmes Laurence ENJALBERT, Elodie JOANNOT, Romane PALAU, Brigitte TORRANDELL, Irène VILAPLANA ;

MM. Frédéric ALDON, Théo BRIANE, Roger CAIZERGUES, Sylvain Castellon, Philippe LENOIR, Michel PEREZ, Joël SALGUES, Filipe SERRA, Alexis VIALA ;

**Absents ayant donné procuration :** Mme Frédérique BERARD pouvoir à Mme Brigitte TORRANDELL, M. Jean-René OUDINOT pouvoir à M. Joël SALGUES, Mme Paloma PERVENT pouvoir à M. Roger CAIZERGUES, M. François petit pouvoir à M. Philippe LENOIR, Mme Fanny SUAU pouvoir à M. Michel PEREZ.

**Absents excusés :** Mmes Frédérique BERARD, Souhila GOUARD, Paloma PERVENT, Fanny SUAU ; MM. Jean-René OUDINOT, François PETIT.

**Absents :** Mme Nathalie BALSAN, M. Sylvain DEYRAT, M. Didier HUBER

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte TORRANDELL

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 14

**Procurations :** 5

**Absents :** 4

**Votants :** 19

**Date de convocation et affichage**

29 novembre 2024

**Objet :** Avis sur le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

Monsieur le maire donne la parole à monsieur Philippe LENOIR, adjoint, délégué à l'urbanisme et aux travaux, qui expose :

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), la transformation, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole », a entraîné le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Communes membres à la Métropole.

Par délibération du 12 novembre 2015, le Conseil de Métropole a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), a approuvé les objectifs poursuivis, les modalités de collaboration avec les 31 Communes membres et a arrêté les modalités de la concertation en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme. Le 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a pris acte, après en avoir débattu, des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ces orientations ont fait à nouveau l'objet d'un débat le 1er juin 2023 afin notamment de traduire les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) et de répondre aux dispositions de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Par délibération du 08 octobre 2024, le Conseil de Métropole a tiré le bilan de la concertation et a arrêté le projet de PLUi. Conformément aux dispositions de l'article L.153-15 du Code de l'urbanisme, la Commune de Lavérune est désormais sollicitée pour émettre un avis sur le projet arrêté.

## LES OBJECTIFS POURSUIVIS

Quatre objectifs initiaux ont guidé l'élaboration du projet de PLUi :

1. Préserver et valoriser l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire ;
2. Se préparer aux évolutions démographiques ;
3. Accompagner le développement économique, créateur de richesses et d'emplois ;
4. Adapter le territoire au changement climatique et en atténuer ses effets.

L'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole devait en outre :

- Assurer l'intégration du cadre législatif, la compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et la traduction des orientations portées par des documents cadres et des politiques publiques thématiques ;
- Permettre la réalisation des projets communaux en privilégiant une approche contextuelle et morphologique, portant sur des formes et des densités urbaines ainsi que sur des règles architecturales adaptées à chacune des communes (gabarits, hauteurs, implantations, emprises au sol...).

Par-delà ces objectifs initiaux, le PLUi doit répondre aux impératifs liés à l'urgence climatique et décliner localement et réglementairement les objectifs et orientations stratégiques en matière de transition énergétique et environnementale.

Finalement, l'ambition de cette démarche d'élaboration vise à concevoir un projet intégré pour aménager un territoire métropolitain de référence, à la fois respectueux de ses identités, équilibré, résilient et solidaire.

## UN PROJET GLOBAL POUR INTEGRER LES GRANDS DEFIS QUE DOIT RELEVER LA METROPOLE

Au travers des choix qu'il propose, le PLUi ambitionne de répondre à 6 défis majeurs :

1. Préserver la qualité de vie et la richesse des paysages de la Métropole ;
2. Faire face au défi climatique ;
3. Maîtriser la consommation foncière ;
4. Encadrer la croissance démographique ;
5. Construire la Métropole des proximités au travers d'une politique des mobilités volontariste ;
6. Affirmer une Métropole productive, créative et innovante.

Ce PLUi se veut un projet protecteur et préfigurateur d'une approche renouvelée de l'aménagement du territoire. A ce titre, l'un des axes majeurs du projet concerne le classement de plus des 2/3 du territoire en zones agricoles et naturelles, prenant en compte les enjeux de paysage et de biodiversité, les risques et la nécessaire protection des ressources naturelles. Ces espaces seront conçus non pas comme figés et inaccessibles mais comme des espaces à activer et à faire vivre, à la manière d'un « grand parc métropolitain ». Il s'agit, dès lors, de faire de l'ensemble des ressources potentielles qu'ils abritent, une valeur partagée, support de cohésion sociale.

De la sorte, le projet urbain se trouve contenu dans seulement 1/3 du territoire de la Métropole, tout en permettant d'apporter une réponse aux besoins de l'ensemble de la Métropole, pour notamment :

- Favoriser le logement pour tous ;
- Développer une offre de sites d'accueil pour les activités économiques ;
- Prendre en compte les besoins en équipements publics ;
- Intégrer la politique des mobilités.

Dans ce cadre, le PLUi s'inscrit résolument dans l'objectif qui sera fixé par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) modifié à la suite à la promulgation de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, en

poursuivant sa trajectoire de maîtrise de la consommation foncière par la détermination d'un objectif volontariste de réduction d'au moins 50% à l'horizon 2034 au regard des onze dernières années (période 2010-2021) hors projets d'envergure nationale.

En conséquence, le PLUi propose plusieurs leviers pour atteindre l'objectif de réduction de la consommation foncière, notamment :

- Donner la priorité au réinvestissement urbain ;
- Réduire les extensions urbaines et optimiser les projets d'aménagement sur les sites d'extension urbaine ;
- Limiter la consommation foncière dans les espaces naturels, agricoles et forestiers.

### QUELQUES CHIFFRES POUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

- Environ 503 hectares classés en zone agricole et 102 ha en zone naturelle soit au total 605 ha soit 84 % du territoire de la commune (au total 717 ha) :
  - Dont environ 12 hectares classés en zone agricole protégée, caractérisée par la présence de réservoirs et corridors formant une trame écologique (zones At)
  - Dont environ 76 hectares classés en zone naturelle protégée, caractérisée par la présence de réservoirs et corridors formant une trame écologique (zone Nt)
  - Et 316 hectares environ classés en zone agricole protégée au titre du paysage (zone Ap)
- Environ 122 ha d'emplacements réservés aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Environ 87 ha d'Espaces Minimums de Bon Fonctionnement (EMBF) des cours d'eau et près de 61 ha de zones humides préservées ;
- Environ 21 ha d'Espaces Boisés Classés (EBC) et d'Espaces Verts à Protéger (EVP) ;
- Environ 26 arbres notables isolés ;
- Environ 437 mètres linéaires de haies en zones agricoles et naturelles ;
- 202 éléments de patrimoine répertoriés.

### Après discussion, la commune émet les observations suivantes :

La commune de Lavérune souhaite souligner l'importance du travail approfondi réalisé en collaboration avec le service planification de la Métropole dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Les échanges réguliers et le travail de fond ont permis de mettre en avant les priorités de la commune, notamment sur :

- Les zones agricoles et naturelles, où une réduction maximale de la constructibilité a été recherchée afin de préserver la biodiversité, la qualité paysagère et la vocation agricole de la plaine ;
- La valorisation du patrimoine, qui demeure une priorité.

La commune s'inscrit dans la continuité du travail engagé depuis de nombreuses années par les équipes municipales, visant à maîtriser l'urbanisation et à préserver les espaces agricoles et naturels.

Une attention particulière sera portée à la nouvelle zone à urbaniser, en veillant à ce que la réalisation architecturale respecte les exigences de qualité et d'intégration paysagère de notre territoire. De plus, une vigilance accrue sera apportée aux nouvelles règles applicables aux zones urbaines dans le cadre de la densification ainsi qu'aux règlements applicables dans les zones économiques de la commune.

En conclusion, la commune exprime un avis **favorable** au projet de PLUi tout en réaffirmant son engagement à suivre de près sa mise en œuvre dans le respect des principes énoncés.

**Le conseil municipal, après discussion, et à l'unanimité :**

- Emet un avis favorable sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 5 décembre 2024.

Roger CAIZERGUES

Maire



Brigitte TORRANDELL

Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2